



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association Femmes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Femmes
Rue Cotis Capel 50100 CHERBOURG

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association Femmes

Rue Cotis Capel 50100 CHERBOURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Femmes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Femmes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Hérouville St Clair, le 25 juin 2025

KPMG SA



Thierry CHAMPION

Associé

Association Femmes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL
GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

ACTIF		31 DECEMBRE 2024			31 DECEMBRE 2023
		Montant brut	Amort et dépréciation	Montant net	Montant net
A C T I F I M M O B I L I S E	<u>Immobilisations incorporelles</u>			-	
	Frais d'établissement	62 856,83	51 607,52	11 249,31	-
	Frais de recherche et de développement			-	
	Donations temporaires d'usufruit			-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	910,00	910,00	-	213,18
	Autres immobilisations incorporelles			-	
	Immobilisations incorporelles en cours			-	
	Avances et acomptes			-	
	<u>Immobilisations corporelles</u>			-	
	Terrains			-	
	Constructions			-	
	Installations techniques, matériels et outillage	137 339,30	113 965,28	23 374,02	19 937,14
	Autres immobilisations corporelles	592 295,08	436 848,86	155 446,22	197 457,21
	Immobilisations corporelles en cours			-	
	Avances et acomptes			-	
	<u>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</u>			-	
	Immobilisation affectées, concédées ou mise à disposition			-	
	<u>Immobilisations financières</u>			-	
	Participations et créances rattachées à des participations			-	
	Autres titres immobilisés	5,00		5,00	5,00
	Prêts			-	
	Autres immobilisations financières	24 035,40		24 035,40	21 168,36
TOTAL I =		817 441,61	603 331,66	214 109,95	238 780,89
Comptes de liaison (1)				-	
TOTAL II =		-	-	-	-
A C T I F C I R C U L A N T	<u>Stocks et en-cours</u>			-	
	Stocks et en-cours			-	
	Matières premières et fournitures	8 435,91		8 435,91	6 297,16
	Autres approvisionnements			-	
	En-cours de production (biens et services)			-	
	Produits (intermédiaires et finis et résiduels)			-	
	Marchandises			-	
	En voie d'acheminement, mise en dépôt ou donnés en consignation			-	
	Avances et acomptes versés sur commandes			-	
	Créances (2)			-	
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	172 368,38	3 160,99	169 207,39	91 754,12
	Créances reçues par legs ou donations			-	
	Autres créances	137 965,96		137 965,96	169 542,10
	Valeurs mobilières de placement			-	
	Instruments de trésorerie			-	
	Disponibilités	2 924 496,93		2 924 496,93	2 495 316,95
	Charges constatées d'avance	13 388,15		13 388,15	11 393,87
TOTAL III =		3 256 655,33	3 160,99	3 253 494,34	2 774 304,20
Frais d'émission d'emprunts IV =				-	
Primes de remboursement des obligations/emprunts V =				-	
Ecart de conversion (actif) VI =				-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		4 074 096,94	606 492,65	3 467 604,29	3 013 085,09

(1) un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement, entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : ...276 834,72... €Dont à plus d'un an :30 338,63... €

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 394-96 du CASF.

PASSIF		31 DECEMBRE 2024	31 DECEMBRE 2023
F O N D S P R O P R E S	<u>Fonds propres/ Fonds associatifs</u>		
	Fonds propres / Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	31 640,85	31 640,85
	Fonds propres / Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<u>Ecart de réévaluation</u>		
	Ecart de réévaluation		
	<u>Réserves</u>		
	Réserves indisponible		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Réserves des ESSMS sous gestion contrôlée (1068)		
	Excédents affectés à l'investissement	38 420,89	38 420,89
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	76 244,90	31 244,90
	Réserves de compensation	756 509,89	751 582,33
	Réserves de compensation des charges d'amortissement	130 789,41	98 789,41
	Réserves diverses	969 724,32	804 586,46
	Autres		
	<u>Report à nouveau</u>		
	Report à nouveau hors ESSMS ou ESSMS hors gestion contrôlée (solde créditeur)	102 887,93	102 887,93
	Report à nouveau ESSMS sous gestion contrôlée (solde créditeur)		
	RAN effectué en application du b) du 1° de l'art R314-234 du CASF		
	RAN effectué en application du 1° du I de l'art R314-51 du CASF	369 302,22	380 180,46
	RAN affecté au financement de mesures d'exploitant n'accroissant pas les charges d'exploitant des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté	5 421,27	5 421,27
	Autre RAN	93 832,96	93 832,96
	Report à nouveau ESSMS sous gestion contrôlée (solde débiteur)		
	RAN ESSMS prises en charges	- 97 728,10	
	RAN ESSMS constitué de charges rejetées		
	RAN ESSMS dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée		
	Amortissements comptables excédentaires différés		
	Dépenses pour congés payés	- 136 991,89	- 133 027,20
	Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article r314-45 du CASF	- 186 335,85	- 209 341,33
	Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs		
	Report à nouveau hors ESSMS ou ESSMS hors gestion contrôlée (solde débiteur)		
	Résultat (excédent ou déficit) sous contrôle de tiers financeurs		
	<u>Résultat de l'exercice</u>		
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	382 217,36	157 499,87
	SITUATION NETTE (sous total)	2 535 936,16	2 153 718,80
	<u>Fonds propres consommables</u>		
	Dotation consommables		
	<u>Subventions d'investissement</u>		
	Subventions d'équipement		
	Autres subventions d'investissement		
	Subvention d'investissement inscrites au compte de résultat		
	<u>Provisions réglementées</u>		
	Provisions réglementées pour la couverture du BFR	37 849,55	37 849,55
	Provisions réglementées relatives aux immobilisations		
	Pour renouvellement des immobilisations		
	Pour investissement (participation des salariés)		
	Provisions réglementées relatives aux stocks		
	Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif		
	Amortissements dérogatoires		
	Provision spéciale de réévaluation		
	Plus-values réinvesties		
	Autres provisions réglementées		
	Pour produits financiers des ESSMS		
	Afférentes aux plus-values nettes d'actif		
	TOTAL I =	2 573 785,71	2 191 568,35
	Comptes de liaison		
	TOTAL II =	-	-
FONDS REPORTES ET DEDIES	<u>Fonds reportés et dédiés</u>		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur concours publics des ESSMS		
	Fonds dédiés à l'investissement		
	Fonds dédiés à l'exploitation		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	47 879,78	57 932,68
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	TOTAL III =	47 879,78	57 932,68
PROVISIONS	<u>Provisions</u>		
	Provisions pour risques	43 253,52	44 311,04
	Provisions pour charges	219 836,02	207 529,87
	TOTAL IV =	263 089,54	251 840,91
DETTES	<u>Dettes (3)</u>		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	1 467,00	1 459,00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 810,84	7 967,10
	Redevables créditeurs	2 763,97	2 429,21
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	186 519,76	171 519,07
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes sociales et fiscales	383 829,66	328 368,77
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)		
	Instruments de trésorerie	458,03	-
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL V =	582 849,26	511 743,15
	Ecart de conversion (passif)		
	TOTAL VI =	-	-
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 467 604,29	3 013 085,09

(1) Dont compte 1201 : ...307 856,93 €.....et compte 1291 :: résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement

(4) Dont à plus d'un an :4 260 €..... Dont à moins d'un an :182 259,76 €.....

(5) Dont fonds des majeurs protégés :

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	2024	2023	PRODUITS	2024	2023
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation		
			Cotisations		
Achats de marchandises			Ventes de biens et services		
Variation de stock de marchandises			Ventes de biens		
Achats de matières premières et fournitures	108 860,10	105 225,16	ventes de dons en nature		
Variation de stock de matières premières et fournitures	- 2 138,75	- 2 018,88	ventes de biens relatives aux activités ESSMS	149 797,53	159 208,25
Achats d'autres approvisionnements					
Variation de stock d'autres approvisionnement			Ventes de prestations de service		
Achats non stockés de matières et fournitures	320 420,73	273 297,46	parrainages		
			ventes de prestations relatives aux activités ESSMS	197 564,60	175 000,54
Charges externes	733 575,69	633 022,10	Produits de tiers financiers		
Aides financières			Concours publics (Contributions financières des autorités de tarification relatives aux ESSMS	3 174 278,50	2 381 858,48
Impôts, taxes et versements assimilés			Subventions d'exploitation	656 461,50	601 786,22
sur rémunérations	159 563,81	134 462,73	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible		
autres	1 855,81	1 477,51	Ressources liées à la générosité du public		
Salaires et traitements	1 757 413,78	1 540 653,25	Dons manuels		
Charges sociales	667 626,68	580 939,21	Mécénats		
			Legs, donations et assurances-vie		
Dotations aux amortissements et provisions			Contributions financières		
Dotations aux amortissements des immobilisations	73 233,96	50 900,84	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 964,51	158 224,99
			Utilisations des fonds dédiés	20 052,90	32 213,90
Dotations aux dépréciations et aux provisions :			Autres produits		
pour charges d'exploitation	25 903,77	32 677,24	Cotisations		
pour immobilisations			Dons manuels	12 444,84	5 000,00
sur actif circulant	3 726,62	2 607,99	Mécénats		
Reports en fonds dédiés	10 000,00	10 000,00	Legs et donations		
Autres charges			Contributions financières reçues		
Aides financières			Versement des fondateurs		
Autres charges	18 800,68	17 806,59	Quote-part de dotations consommptibles virées au compte de résultat		
			Autres produits	378,65	183,07
TOTAL II :	3 878 842,88	3 381 051,20	TOTAL I :	4 224 943,03	3 513 475,45
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) (excédent)	346 100,15	132 424,25	1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) (déficit)	-	-
Charges financières			Produits financiers		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			De participation	39 500,43	24 745,89
Intérêts et charges assimilées			D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Différences négatives de change			Autres intérêts et produits assimilés		
Charges nettes sur cessions de VMP			Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
			Différences positives de change		
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV :	-	-	TOTAL III :	39 500,43	24 745,89
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) (excédent)	39 500,43	24 745,89	2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) (déficit)	-	-
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) (excédent)	385 600,58	157 170,14	3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) (déficit)	-	-
Charges exceptionnelles			Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion			Sur opérations de gestion		
Exercice courant	674,41	944,97	Exercice courant		107,46
Exercices antérieurs	388,87	66,58	Exercices antérieurs	1 081,92	8 518,23
Sur opérations en capital			Sur opérations en capital		10 737,00
Dotations aux amortissements et aux provisions			Reprise sur provisions		
DAP réglementées destinées à la couverture du BFR			Reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du BFR		
DAP réglementées pour renouvellement des immobilisations			Reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
DAP réglementées des plus-values nettes d'actif			Reprises sur provisions réglementées des plus-values nettes d'actif		
dotations aux autres provisions réglementées			Reprises sur autres provisions réglementées		
pour risques et charges d'exceptionnelles	13 528,27	13 972,41	pour risques et charges d'exceptionnelles	13 972,41	
TOTAL VI :	14 591,55	14 983,96	TOTAL V :	15 054,33	19 362,69
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) (excédent)	462,78	4 378,73	4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) (déficit)	-	-
Participation des salariés aux résultats (VII)					
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 846,00	4 049,00			
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 897 280,43	3 400 084,16	Total des produits (I + III + V)	4 279 497,79	3 557 584,03
RESULTAT CREDITEUR = Excédent	382 217,36	157 499,87	RESULTAT DEBITEUR = Déficit	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature			Dons en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	7 375,94	7 161,10	Prestations en nature	7 375,94	7 161,10
Prestations en nature			Bénévolat	3 874,68	3 688,33
Personnel bénévole	3 874,68	3 688,33			
TOTAL GENERAL (I + II + III)	4 290 748,41	3 568 433,46	TOTAL GENERAL (I + II + III)	4 290 748,41	3 568 433,46

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos au 31/12/2023 avait une durée de 12 mois pour l'ensemble des établissements.

Le total du bilan de l'exercice, avant affectation du résultat, est de 3 467 604.29 €

Le résultat net comptable est un excédent de 382 217.36 €.

Les informations communiquées, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 06/06/2025 par la Directrice Administrative et Financière et les dirigeants.

Objet social

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

« Indépendante de tout parti politique, l'association :

- regroupe des femmes militantes,*
- lutte en faveur des droits des femmes pour une société laïque et égalitaire (contraception, avortement, libre disposition de son corps, égalité dans le monde du travail, représentativité dans la vie politique),*
- lutte contre les violences physiques, sexuelles et morales exercées contre les femmes, la prostitution subie ou forcée, le harcèlement sexuel, l'usage sexiste de l'image de la femme, la ségrégation scolaire.*
- gère des établissements d'accueil et d'hébergement pour permettre à des femmes en situation de rupture, d'isolement, de danger physique et moral de retrouver un équilibre et de se prendre en charge. En ce sens, l'Association Femmes accueille de manière inconditionnelle les femmes qui en font la demande. »*

Nature et périmètre

des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice au sein de l'association relève du secteur social et médico-social : de l'Accueil, Hébergement et Insertion (AHI), des personnes vulnérables, de l'aide sociale à l'enfance et du parcours de soin. L'activité des établissements et services que l'Association Femmes gère peut-être résumée ainsi :

- Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale pour femmes (*44 places dont 14 places d'urgence*)
- Centre Parental Cherbourg (*27 places*)
- Centre Parental Saint Lô (*13 places*)
- Lits Halte Soins Santé pour femmes (*6 places + dispositif Hors les Murs*)
- Appartements de Coordination Thérapeutique pour femmes (*5 appartements + 8 appartements en dispositif Hors les Murs*)
- Service Logement (*10 ALT et 12 suivis AVDL*)
- Service pour les femmes Victimes de Violences Intra Familiale (*12 places réparties en 8 places d'urgence et 4 ALT*)
- Atelier d'Adaptation à la Vie Active dans la restauration
- Maison Relais (*27 places*)
- Service d'accueil et d'écoute sans hébergement pour toutes les femmes

L'ensemble de ces activités est regroupé dans le département de la Manche, plus précisément dans le nord cotentin et le centre manche.

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines :

Le personnel exerçant au sein de l'association est dit pluridisciplinaire. Il regroupe une direction, des agents administratifs, des travailleurs sociaux, du personnel médical et des agents de service. L'ensemble du personnel est sous Contrat à Durée Indéterminée.

- Autres moyens/dépenses engagées :

- Formation : formation en lien avec les activités de l'entité pris en charge par l'OPCO ou non.
- Locaux : Location de locaux à Cherbourg en Cotentin et à Saint Lô (dans les locaux du Bon Sauveur) pour exercer et gérer les diverses activités.

Principes et méthodes comptables

- ***Principes généraux***

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables.
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

A compter du 1er janvier 2020 ; le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et du règlement ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

A compter du 1^{er} janvier 2024, le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 a été appliqué notamment sur la non utilisation des comptes « transferts de charges ».

Etat des provisions

Provision pour risques

Depuis 2017, une provision pour risques, à hauteur de 15 000 €, est présente dans les comptes pour faire face à la créance de l'Etat envers le CHRS suite au passage d'un financement de prix de journée à un financement en Dotation Globale de Financement (DGF). En 2019, un complément de provision a été comptabilisé afin de couvrir le risque à 100% ; la provision pour risque s'élève donc à 30 338.63 €.

En 2024, la provision pour risque relative à la mise en conformité du droit français avec le droit européen concernant la loi sur l'acquisition de congés payés en cas de maladie a été ajustée. Elle passe de 13 972.41 € au 31/12/2023 à 12 914.89 € au 31/12/2024.

Provision pour charges

Une provision pour charges relative aux dépenses liées aux départs en retraite apparait dans les comptes.

Sur l'exercice 2024, une dotation de 25 957.31 € et une reprise de 13 651.16 € ont été comptabilisées pour faire face aux futures dépenses liées aux départs en retraite.

Un départ en retraite a été opéré cette année.

Fonds dédiés

Sur l'exercice 2024, des fonds dédiés ont été dotés pour un montant de 10 000.00 € et repris pour 20 052.90 €. Le total des fonds dédiés au 31/12/2024 s'élève donc à 47 879.78 €.

Tableau des engagements retraite au 31/12/2024

ETABLISSEMENTS	PROVISION TOTALE	PROVISION AU 01/01/2024	COMPTE 158800		PROVISION AU 31/12/2024
			Dotation	Reprise	
CHRS	61 447,87	58 865,87	4 884,60	2 302,60	61 447,87
BE	-	-			-
MP	106 248,08	102 042,35	11 606,96	7 401,23	106 248,08
CP	4 595,44	3 477,45	1 117,99		4 595,44
LHSS	14 320,76	14 769,64	2 840,56	3 289,44	14 320,76
SL	53,48	-	53,48		53,48
AAVA	5 776,83	4 693,41	1 083,42		5 776,83
SIEGE	-	-			-
ACT	8 549,67	7 180,54	2 027,02	657,89	8 549,67
VIF	4 519,82	3 738,84	780,98		4 519,82
MR	14 324,07	12 761,77	1 562,30		14 324,07
NUIT HOTEL					-
CONSOLIDATION					-
TOTAL	219 836,03	207 529,87	25 957,31	13 651,16	219 836,02

Etat des stocks

La méthode comptable adoptée pour évaluer les stocks est le coût d'achat selon la méthode du premier entré premier sortie.

Valeur comptable globale des stocks est de 8 435.91 €.

Rémunération des dirigeants

Le montant de la rémunération globale des plus hauts cadres dirigeants n'est pas communiqué car il conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Effectif employé pendant l'exercice

Au cours de l'année 2024, l'effectif moyen employé par catégorie se présente ainsi :

CATEGORIE	EFFECTIF MOYEN
Cadre	11
Employé	54
Ouvrier	2

Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Le montant des charges exceptionnelles sur l'exercice 2024, hors dotations aux provisions, est insignifiant (1.1 k€). Il en est de même pour les produits exceptionnels 2024, hors reprises de provision, (1 k€).

La reprise de provision exceptionnelle de 14 k€ correspond à la reprise de la dotation 2023 pour le risque lié à l'acquisition de congé annuel lors d'arrêt maladie.

La provision pour charge exceptionnelle de 13.5 k€ correspond montant actualisé au 31/12/24 pour la charge des congés acquis lors de maladie en lien avec la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 - art. 37 (V).

Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Notre association a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- **Bénévolat des membres de l'Association Femmes lors des diverses réunions (conseil d'administration, réunion générale, comité de pilotage divers, réunion de financeurs) et à la participation aux Conseil de Vie Sociale (CVS) ainsi qu'aux activités des établissements et pour la vie associative.**

Sur l'exercice 2024, l'ensemble de ces participations représente 221 h. Le SMIC moyen annuel horaire chargé a été appliqué pour obtenir une valorisation annuelle du bénévolat de 3 874.68 €.

- **Mise à disposition gratuite de bien par la Ville de Cherbourg en Cotentin pour le service La Belle Échappée.**

Les biens mis à disposition pour ce service sont principalement : un local meublé aménagé en bureau et les prestations annexes comme les charges dites locatives, le nettoyage des locaux, ... et l'accès à du matériel bureautique (photocopieur...). Un loyer d'environ 614.66 € par mois incluant l'ensemble des prestations a été estimé pour une durée de 12 mois sur l'exercice 2024.

Faits majeurs

Les principaux faits majeurs sur l'exercice 2024 sont :

- Impact en année pleine sur l'exercice 2024 de la création de 8 places d'urgence VIF, en août 2023, soit 56 k€ de subvention supplémentaire.
- Impact en année pleine sur l'exercice 2024 de la création de 4 places ALT VIF, en août 2023, soit 17 k€ de subvention supplémentaire, financée à la place.
- Impact en année pleine sur 2024 de l'ouverture d'un Centre Parental dans le Centre Manche à compter du 1er septembre 2023, expliquant une augmentation du financement de 801 k€.
- Augmentation du taux de rendement des produits financiers soit une augmentation de 14.7 k€.
- Versement de la prime SEGUR pour les oubliés du SEGUR avec effet rétroactif au 01/01/2024 partiellement pris en charge pour les financeurs.

Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas de faits majeurs postérieurs à la clôture hormis une baisse de Dotation Globale de Fonctionnement annoncé par l'État pour le CHRS Louis Michel.

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'association à la date de l'arrêté des comptes le 16 juin 2025, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.